

PRETER ET EMPRUNTER. PRATIQUES
DE CRÉDIT AU MEXIQUE, ED. DE LA
MAISON DES SCIENCES DE
L'HOMME.

ÉDITEURS. M. N. CHAMOIX, D. DEHOUVE
C. GOUY-GILBERT ET M. PÉAN.

PAG. 149, 169.

PARIS FRANCE.

Jorge Durand

Quand les dollars des migrants arrivent...

Quand l'argent des crédits dits «de campagne» arrivait au village de Copalá, Jalisco, le boucher s'appêtait à sacrifier un bœuf. Il avait la ferme conviction que le jour suivant, les habitants allaient manger de la viande*. En effet, le crédit, ou toute autre forme de financement provenant de l'extérieur, sert en partie à satisfaire les besoins quotidiens, et influe directement sur le niveau de vie de la population, ce qui se traduit par une hausse de la consommation.

C'est ce qui se passe avec les millions de dollars qui parviennent chaque année des États-Unis dans les villages de l'Ouest mexicain. Depuis la fin du siècle dernier, la principale source de financement des populations rurales des États de Jalisco, Michoacán et Guanajuato, est l'argent frais envoyé par les travailleurs émigrés aux États-Unis. La plus grande partie de cette impressionnante quantité de dollars a été utilisée pour la consommation courante : viande, vêtements, chaussures, fournitures scolaires, ustensiles de maison, contribuant ainsi à une amélioration sensible du niveau de vie de la population. Une fois cet objectif atteint, les envois ont été destinés à couvrir d'autres besoins de base, moins indispensables. Quant à l'investissement productif, d'après les nombreux chercheurs travaillant sur ce thème, il a été minime.

Il faudrait cependant regarder avec des yeux neufs les placements des migrants : il serait nécessaire de prendre en compte le lieu et le moment, les possibilités et les capacités de chaque personne et de chaque village, il faudrait enfin ajouter l'effort de chacun et évaluer les changements et les progrès dans leurs contextes respectifs.

Après cent ans d'investissement dans le milieu rural de l'Ouest mexicain, les migrants et leurs familles ont non seulement survécu à des révolutions, des déportations, des catastrophes, des sécheresses, des

* Traduit de l'espagnol par Cécile Gouy-Gilbert.

crises et des «prix garantis»¹ ; mais ils ont aussi sensiblement contribué à transformer leur milieu, à urbaniser leurs villages, à les doter de services, à les sortir de leur isolement. Par ailleurs, ils ont toujours constitué l'une des principales sources de devises pour le pays.

On ne peut cependant pas considérer l'émigration comme la panacée. Les paysans du Mexique occidental ont eu à payer le prix fort, qui se traduit par un démembrement familial, des changements dans les taux de natalité et de mariage, se répercutant dans la redistribution géographique de la population et dans la scolarité. A cela s'ajoute un manque de main-d'œuvre, des processus inflationnistes, surtout dans les salaires, dans le prix des terres agricoles et urbanisables, ainsi qu'une série d'effets politiques, sociaux et culturels.

Salaire, investissement et capital

La société rurale de l'Ouest mexicain a trouvé dans la migration internationale un des principaux moyens de se procurer des ressources qu'elle ne pouvait obtenir dans son milieu.

Contrairement à la migration interne, généralement définitive et qui ne rapporte rien ou presque rien à la région d'origine mais suscite de nouveaux départs, la migration internationale est le plus souvent temporaire et saisonnière et permet de reverser à la communauté d'origine une grande partie de ce qui a été gagné à l'extérieur.

Tandis que la migration rurale définitive s'inscrit dans la logique de la prolétarianisation, la migration temporaire s'engage, en grande partie, dans un processus de restructuration de la société rurale. Le migrant qui va à Mexico veut installer sa maison dans le district fédéral ; au contraire, celui qui va à Salinas, en Californie, désire faire bâtir dans son village d'origine, acheter des vaches, engraisser des porcs, entreprendre des cultures commerciales, monter des affaires ou installer des entreprises.

Le marché régional du travail, naturellement, fut le premier à subir le contre coup de ce processus. Les grands propriétaires de l'époque du péonage, à la fin du XIX^e siècle, commencèrent à ressentir le manque d'une main-d'œuvre abondante ; qui plus est, certains de leurs *peones* débiteurs préféraient partir dans le Nord pour se libérer des chaînes

1. Fixés volontairement au moment du plus bas cours : voir chapitre 8 (NDT).

serviles du système d'endettement. On a dit que, à l'instar des esclaves noirs du Sud des Etats-Unis qui passaient de «l'autre côté» afin de se libérer de leur maître, les *peones* mexicains échappaient de cette façon à leur patron (Mac Williams 1972).

Bien sûr, ils tombaient dans un nouveau système d'exploitation, accompagné de plus d'un traitement à connotations racistes. Mais la comparaison entre les rémunérations de part et d'autre de la frontière ne laissait aucun doute quant au choix à faire. Pour un même travail on pouvait gagner le double, le triple, le quadruple ou même plus. Et, très rapidement, les migrants se rendirent compte des avantages que représentait le fait de gagner de l'argent en dollars et de le dépenser en pesos.

De même que le chemin de fer avait conduit rapidement les travailleurs migrants jusqu'à la frontière, de même les câbles du télégraphe pouvaient facilement renvoyer leurs virements au pays. Cette injection d'argent en milieu rural fut ce qui frappa tout d'abord les observateurs extérieurs. La presse provinciale rendit compte de la nouvelle situation :

Malgré les difficultés rencontrées, l'émigration de ce district n'a pas cessé, principalement dans les villages de Purépero, Chilchota et Tlazazalca ; tous les jours des groupes de trois ou quatre personnes prennent des billets dans les gares du chemin de fer central. Ce phénomène est démontré par un fait singulier : auparavant le bureau de poste de Purépero n'était rien de plus qu'une simple agence ; l'année suivante elle est devenue une administration locale à laquelle on concéda par la suite la possibilité de payer les virements internationaux ... Le mois dernier, le mouvement monétaire dans cette administration a été de 15 000 pesos (*El Heraldo de Zamora* 1907)².

Le journaliste, non seulement attestait la réalité du phénomène migratoire, mais soulignait, à juste titre, un effet secondaire : le changement et l'amélioration des services de poste et de télégraphe en milieu rural. C'était probablement le premier signe d'une série de conséquences indirectes sur la modernisation et l'urbanisation du milieu rural. Ce n'est que des années plus tard que l'ampleur de la migration allait attirer l'attention des hommes politiques des deux pays. Le Mexique sortait d'une guerre civile où il avait perdu un grand nombre

2. «A pesar de las dificultades que se padecen, la emigración de este distrito no ha cesado, principalmente de los municipios de Purépero, Chilchota y Tlazazalca, pues diariamente grupos de tres a cuatro personas toman pasaje en las estaciones del ferrocarril central. Lo demuestra una circunstancia muy especial, antes la oficina de correos de Purépero, no era otra cosa que una simple agencia, el año proximo pasado ascendió a administración local y posteriormente se le concedieron facultades a la misma para pagar giros internacionales... la administración tuvo el mes pasado un movimiento de quince mil pesos» (*El Heraldo de Zamora*, 11 de Agosto de 1907).

d'hommes, et la saignée continuait d'une autre façon : une bonne partie de la main-d'œuvre s'en allait travailler au Nord, de l'autre côté de la frontière.

Manuel Gamio (1930) a été le premier à aborder scientifiquement ce sujet, en utilisant deux techniques de recherche : l'une quantitative et l'autre anthropologique. Ses conclusions ont permis de prendre mesure du phénomène et de le délimiter : 10% de la population mexicaine en âge de travailler était hors du pays. Mais ces migrants provenaient de quelques Etats seulement, parmi lesquels figuraient en premier lieu ceux du Centre-Ouest mexicain : Guanajuato, Jalisco et Michoacán. De ce fait, si le nombre de migrants était significatif au niveau national, sa concentration géographique dans quelques Etats accroissait davantage son impact.

A peu près à la même époque, Paul Taylor (1933) présenta une approche micro-sociologique, à travers l'étude d'un village comme Arandas, Jalisco. Ce chercheur compte que, de 1922 à 1931, 7 678 mandats furent envoyés à Arandas et il suppose qu'autant de chèques y arrivèrent par courrier. Cet apport d'argent était important et allait principalement à la consommation. Cependant, certains achetèrent des terres dans les grandes propriétés voisines, d'autres se montèrent en bétail et en matériel agricole. Le moment était favorable pour investir dans l'agriculture. Après la guerre des Cristeros³, les seuls qui avaient de l'argent liquide dans la région étaient les migrants et certains d'entre eux surent tirer partie d'une telle conjoncture.

Calculer le montant annuel des envois au niveau national est une entreprise dont les résultats seront toujours discutables. Néanmoins cette gageure semble exercer un attrait spécial pour certains chercheurs, et différentes tentatives ont été faites dans ce sens (Gamio 1930 ; Diez Canedo 1984 ; Cornelius 1978 ; García y Griego 1985). Les calculs actuels les plus pondérés sont dus à García y Griego et Giner de los Ríos qui affirment que 1,8 million de dollars ont été versés en 1984. Dans les régions de forte émigration, c'est une somme équivalente à celle provenant du tourisme qui est entrée. Les calculs au niveau local sont moins discutables. Pour en donner une idée, environ 50 000 dollars par jour ont été déposés en 1989, sous forme d'envois dans les banques de San Francisco del Rincón.

Une telle quantité de dollars n'est rien d'autre que le fruit de l'effort et du travail quotidien. Il est le résultat des nombreuses privations et

3. Soulèvements contre la politique anti-cléricale (1926-1929) (NDT).

restrictions que doivent faire les migrants pour économiser de l'argent et l'envoyer à leurs familles, à leur village, à leur pays. Et avant de pouvoir faire le premier envoi, ils ont dû préalablement franchir toute une série d'obstacles.

Le premier, bien sûr, est d'obtenir du travail, ce qui n'est ni automatique, ni immédiat. Ensuite, il faut payer les frais du voyage qui, souvent, impliquent des emprunts. A ceci s'ajoute, dans de nombreux cas, le coût du passeur (le « coyote ») pour franchir la frontière, qui revient environ à 350 dollars, soit l'équivalent de deux semaines de travail. En résumé, avec beaucoup de privations, le premier mois de salaire sert à payer les frais et à survivre.

Le second mois, le travailleur peut penser à économiser, à faire des heures supplémentaires, à faire une seconde équipe. Cependant, le premier envoi subit, dans la maison du migrant, le même sort que le premier salaire mensuel : l'argent touché sert à payer les dettes accumulées, à acheter l'indispensable, à survivre.

C'est à partir du troisième mois que le départ à l'extérieur commence réellement à apporter quelque chose. La différence de salaire — de un à huit, selon la proportion en vigueur actuellement (en 1990) — permet de gagner en un jour l'équivalent d'un salaire minimum hebdomadaire au Mexique. C'est pourquoi, un envoi, même modeste, peut apporter beaucoup. L'écart peut être encore plus grand, en fonction du type d'emploi, de la possibilité de faire des heures supplémentaires et même de travailler dans deux équipes ou d'avoir plusieurs emplois.

Outre les conditions propres au marché du travail, d'autres facteurs entrent en jeu : le statut légal du migrant, son expérience professionnelle, sa situation de famille, la possibilité de réduire ses dépenses alimentaires et de partager le logement. Tout ceci, combiné à la variable temporelle, au temps de travail aux Etats-Unis, permet d'établir une typologie relative à la capacité d'épargne et à la possibilité d'envoyer de l'argent.

Pour beaucoup, le travail à l'extérieur équivalait à avoir un salaire rémunérateur, qui permet au migrant de payer les coûts du voyage (aller et retour), d'envoyer une certaine somme à sa famille, de faire des achats et de survivre. Les migrants, pour la plupart, sont dans ce cas, surtout ceux qui ont occupé à deux ou trois reprises des emplois temporaires. Il en va de même des travailleurs appelés « *recurrentes* », c'est-à-dire ceux qui considèrent comme leur travail habituel le fait d'aller tous les ans s'employer comme saisonniers dans l'agriculture. Le salaire

reçu leur permet d'aller et revenir, ainsi que de vivre pendant les mois où il n'y a pas de travail.

Atteindre un niveau d'épargne qui permette un *investissement* demande davantage de temps et d'efforts ainsi que de meilleures conditions de travail. C'est seulement après une année de séjour continu ou à la suite de plusieurs voyages qu'il est possible d'effectuer un investissement : en général l'achat de terres ou de matériel agricole, d'une maison ou d'un terrain à bâtir, d'une automobile. Les migrants, en bon nombre, y réussissent, conformément à leurs besoins et à leurs choix. D'une façon générale, ils n'auraient pu y parvenir en restant travailler dans leur lieu d'origine.

Le troisième niveau serait celui d'accéder à l'investissement d'un *capital*. Effectuer non seulement un investissement, mais un investissement productif. La proportion de migrants pouvant atteindre ce niveau est réduite pour différentes raisons. Il ne suffit pas d'épargner une certaine somme ; encore faut-il rencontrer des conditions minimales pour que cette opération puisse être réalisée. Par rapport au niveau précédent, la différence n'est pas tant quantitative que qualitative. Par exemple, pour les uns, une maison peut être destinée au seul usage d'habitation, mais, pour d'autres, elle peut avoir différentes fonctions : y vivre tout en y installant une boutique ou un atelier.

En général, les migrants pouvant aspirer à ce troisième niveau doivent passer des années aux Etats-Unis ou y faire de nombreux séjours. Mais parmi eux, un pourcentage élevé choisit de faire ses investissements dans le pays d'accueil. Ce sont ceux qui veulent demeurer aux Etats-Unis et qui dès lors placent leur argent dans ce sens. Ainsi, le contingent des gens atteignant ce niveau était déjà restreint, mais est encore réduit de moitié, du fait du changement de direction que prend l'investissement. C'est du moins le cas à moyen terme, car de nombreux migrants retraités choisissent de vendre leurs propriétés et de finir leurs jours dans leur village d'origine.

Il n'est pas facile de convertir une somme d'argent en capital productif. Entrent en jeu des conditions liées à la réalité économique nationale et à la situation locale. L'agriculture offre des possibilités limitées bien qu'il y ait eu des cas de réussite dans des productions commerciales. Le commerce dans les villages est presque à son point de saturation et l'industrie — la petite industrie — doit tenir compte de différents facteurs. Il existe aussi des limites personnelles, la plus courante étant celle de l'âge. Après vingt années ou plus de travail, le migrant, qui potentiellement pouvait capitaliser, retourne dans son village pour

se reposer et non pour investir dans une affaire inconnue, hasardeuse et demandant du travail.

Malgré toutes ces modalités, on peut trouver tout au long de l'histoire de cette émigration de l'Ouest mexicain, un bon nombre d'investissements, productifs ou non. Une relecture de ce que furent cent ans de financement en milieu rural, par le biais de l'émigration, peut être éclairante.

Le décollage et la chute (1890-1930)

La première période comprend les vingt années de dictature porfirienne, la décennie révolutionnaire, la Première Guerre mondiale, puis la guerre des Cristeros, jusqu'à la crise économique de 1929.

Comme on peut le supposer, au cours de cette période, la plus grande partie des envois d'argent était destinée à la vie de tous les jours. La situation des paysans pendant la dictature était lamentable, et les années de révolte furent encore pires. Selon la presse de l'État, León, la ville de la chaussure, s'était convertie en une ville de chômeurs pendant cette période, et le seul réconfort des travailleurs provenait de l'argent envoyé par leurs parents depuis les Etats-Unis.

Les années vingt offrirent quelques possibilités d'investissement, surtout en terres agricoles. Dans les hauts du Jalisco, la guerre des Cristeros avait mis les grands propriétaires en situation difficile : faute de liquidités, ils avaient dû vendre une partie de leurs terres aux seules personnes disposant d'argent liquide : les migrants (Martínez 1985). D'autres profitèrent de la désintégration des grandes *haciendas* pour récupérer des parcelles, comme ce fut le cas à Jalpa (Taylor 1933). D'autres, enfin, se consacrèrent à la plantation de l'agave bleu pour la production de *tequila*, culture qui s'adaptait parfaitement à la situation migratoire, puisqu'une fois planté l'agave demande très peu de travail et se récolte huit à dix ans plus tard.

L'exception, qui confirme la règle, fut l'expérience industrielle de don Esau Luna, muletier qui séjourna aux Etats-Unis où il gagna de l'argent et acheta des terres dans une enclave minière de Phœnix, Arizona. A son retour, des années plus tard, il investit dans le commerce de l'habillement puis, vu la demande de vêtements de travail, il se décida à monter une usine, équipée de matériel importé, qui finit par employer 300 ouvriers et fut un succès pendant de nombreuses années.

Cette période s'achève avec la déportation et le retour massif de centaines de milliers de Mexicains chez eux. Les plus touchés furent ceux qui avaient choisi d'investir aux Etats-Unis. Non seulement ils perdaient leur travail, mais ils étaient dans l'obligation de brader leurs propriétés avant le retour forcé et inévitable. Les seuls Américains qui s'opposèrent à ce renvoi furent les entrepreneurs agricoles qui prévoyaient un sombre avenir s'ils ne pouvaient disposer, pour faire les récoltes, d'une main-d'œuvre bon marché et capable. Très rapidement l'histoire allait leur donner raison.

De ce fait, les déportés retournèrent dans leurs villages, à leurs affaires ; certains se placèrent comme conducteurs d'engins ; d'autres, qui revinrent avec une voiture, se convertirent en chauffeurs de taxi ; quelques groupes enfin s'installèrent sur de nouvelles terres accordées par le gouvernement. Mais pour beaucoup d'entre eux ce fut là une bonne occasion de rentrer au pays. Tata Lázaro (L. Cárdenas) était devenu président de la République et la réforme agraire commençait véritablement.

La main-d'œuvre agricole (1942-1964)

La Seconde Guerre mondiale remit sur le tapis le besoin urgent de Mexicains sur le marché du travail nord-américain. Pour la première fois des accords entre les deux gouvernements furent signés pour organiser l'émigration. Au cours des vingt-deux années que durèrent ces accords, 4,5 millions de travailleurs contractuels s'en allèrent travailler au Nord et on estime qu'au moins autant, sinon plus, passèrent la frontière illégalement.

Le gouvernement commença à reconnaître publiquement l'apport de ces travailleurs à l'économie nationale. De leur côté les paysans *ejidatarios* trouvèrent dans l'émigration la seule façon de se procurer des ressources pour faire produire leurs terres. Outils agricoles, charrues, attelages et bœufs furent des investissements productifs qui contribuèrent au développement et à l'ouverture de nouvelles aires de culture. Pour ceux qui ne reçurent pas ou ne voulurent pas recevoir la terre expropriée, le travail à l'étranger fut la seule façon de survivre et de se procurer une parcelle sans trahir leurs principes.

Certains essayèrent d'investir leur épargne dans la confection des châles, comme à La Piedad au Michoacán, mais les temps n'étaient pas

aux châles car le pays entrait dans une période de croissance et de modernisation.

Les clandestins (1964-1980)

La rupture des accords de travail entre les deux pays n'arrêta pas pour autant le flux migratoire, mais changea simplement le statut des travailleurs : de contractuels, ils devinrent illégaux, sans papiers.

Dans le pays, cependant, les changements ne furent pas seulement formels. Au milieu des années soixante, la crise agraire commença et rejaillit sur les migrations intérieures et extérieures. Le système de crédit agricole se perfectionna et l'Etat assumait un rôle prioritaire dans l'économie rurale. Les octrois de prêts se multiplièrent mais aussi les ruptures de paiement (*carteras vencidas*). Les migrants préférèrent investir dans l'habitat, dans quelque chose de sûr, de rentable et d'utile. Les villages commencèrent à se transformer. On construisit des routes, l'électricité fut mise en place, on installa des réseaux d'eau et de drainage.

L'ancienne vie rustique n'était plus acceptable. Les besoins d'école et de moyens de communication se firent ressentir de façon massive. Les grands villages et les municipalités commencèrent à accueillir de nouveaux habitants. Ce sont les migrants qui, en grande partie, ont financé cette redistribution géographique. Quelques villages se sont convertis en villes moyennes, prospères et au développement chaotique.

Les absents ont participé activement au processus de modernisation et d'urbanisation du milieu rural. Ce sont eux, plus que quiconque, qui souhaitaient une route pour pouvoir se rendre dans leur village à bord d'une camionnette chargée de commandes et de présents. Ce sont eux qui insistèrent sur la nécessité d'un service téléphonique pour rester en contact avec leur famille. Leurs envois d'argent furent un motif plus que convaincant pour justifier des succursales bancaires. L'eau potable, l'électricité, le drainage, le revêtement des routes, les bâtiments publics et religieux furent payés en «*migradolares*» (dollars du migrant).

Au cours des années soixante et soixante-dix, beaucoup d'émigrés qui avaient passé des années aux Etats-Unis rentrèrent. Certains s'installèrent dans des villes, comme Guadalajara ou León, mais la plupart d'entre eux revinrent au village avec argent et ressources. Leur retour engendra de nouveaux départs.

Et ce jusqu'à ce qu'arrivent les années quatre-vingt ! Le dollar à 25 pesos n'était plus très rentable. Beaucoup commencèrent à faire des calculs et à envisager les possibilités de retour. Au Mexique, on pouvait gagner la même chose ou plus à condition d'avoir un bon emploi et certains préférèrent mettre leurs économies dans l'achat à des syndicats d'une place sur les listes d'embauche. Les postes les plus recherchés étaient naturellement ceux des pétroles PEMEX, de la Commission fédérale d'électricité et quelques autres, surtout dans les entreprises transnationales.

Mais l'illusion dura peu, comme la brume ; le temps dégagea le panorama et laissa voir les fissures de notre économie installée dans le mirage pétrolier. Le dollar fit un bond à 40, puis à 70 pesos et même plus. L'émigration redevint rentable, d'autant que le chômage commençait à reprendre. De nouveau, les migrants prenaient en charge la résolution de la crise, le soutien à ceux qui restaient, l'investissement quand personne ne voulait plus le faire, l'apport de dollars quand d'autres au contraire les sortaient du pays.

Les issues à la crise

Les années quatre-vingt sont marquées par un fait insolite. Les États-Unis ont commencé à dire «qu'ils avaient perdu le contrôle de leurs frontières» et ont tenté de trouver une solution au problème en appliquant la loi Simpson Rodino. La loi (IRCA) envisageait une amnistie sous condition. Ainsi, près de deux millions de Mexicains sont actuellement en train de régulariser leur situation migratoire. Huit cent mille autres se sont inscrits au programme des travailleurs agricoles spéciaux (SAW). Façon curieuse de parer à une menace. Les «sans papiers» ont vu leur situation se régulariser et ont eu la possibilité de se faire naturaliser américains. Un des effets immédiats de cette loi fut de développer l'émigration et le regroupement familial ; un autre fut le retour massif des Mexicains pendant la période des vacances.

Pour plusieurs milliers de Mexicains qui n'étaient pas revenus chez eux depuis de nombreuses années, le retour a été l'occasion d'examiner les nouvelles possibilités d'investissement. En retournant dans leurs villages, certains trouvèrent un nouveau paysage : l'existence de divers types de petites industries et de fabriques. Dans de nombreuses communes de l'Ouest, on avait commencé à confectionner des pantalons,

des vestes, des robes, des ensembles, des vêtements sportifs, des bas, des pull-overs, des chaussures, des tennis, des chapeaux, des boules de Noël, des décorations de mie de pain ou de paraffine, des chapelets, des nappes et des serviettes, des meubles, ainsi qu'une très grande variété de produits alimentaires (Arías 1990).

Les villages de l'Ouest mexicain sont en train de subir une profonde transformation, en partie accélérée par la crise, mais aussi parce qu'un nouveau modèle d'industrialisation des biens de consommation, profitant d'une main-d'œuvre locale et des avantages du milieu rural, est en train de s'imposer.

Jusqu'à maintenant ce sont les femmes qui, en majorité, ont participé à ce processus, comme main-d'œuvre docile et bon marché et comme patronnes ou responsables des ateliers et fabriques. Les migrants ne sont pas restés en arrière. Il est maintenant rentable d'acheter des machines à coudre ou à tisser, d'installer un atelier ou un commerce en liaison avec la nouvelle activité industrielle. Et les émigrés ont ainsi commencé à investir dans des activités productives et dans l'élevage, car — c'est maintenant traditionnel — ils sont très souvent les seuls à disposer d'argent comptant (Durand 1988).

Affirmer que les migrants ont consommé au cours de ces dernières décennies des millions de dollars et qu'ils n'ont pas investi dans des activités productives est une généralisation qui mérite d'être nuancée. On a constaté que la plus grande partie des envois d'argent s'en allait dans la consommation, et souvent dans des articles inutiles et somptuaires, mais ceci n'est pas tout à fait vrai. C'est là un point de vue que l'on a de l'extérieur. Pour l'heure, il faudrait se demander ce qu'il y a d'inutile et de somptuaire dans un certain type de consommation.

Les migrants qui se trouvent en mesure d'effectuer un investissement productif sont une minorité et ils doivent de plus surmonter les impératifs du milieu. Toute époque, tout lieu n'y sont pas propices ; et le premier venu ne peut se livrer à ce genre d'investissement. Si les conditions adéquates font défaut, l'argent est gardé ou dépensé, comme le fait tout un chacun.

Ainsi, bien que les divers envois monétaires aient beaucoup de points communs entre eux, les analyser de façon indistincte conduit à une série de simplifications. Il faudrait se demander s'il s'agit simplement d'une fraction du salaire gagné à l'étranger ou bien s'il fait partie d'un projet d'investissement, et à quel moment il est éventuellement converti en capital productif.

Enfin, une revue diachronique des investissements des migrants et du contexte dans chaque localité permet de découvrir une série d'effets secondaires ou indirects, révélateurs d'une amélioration des conditions de vie en milieu rural. L'impact de l'émigration dans les processus d'urbanisation a été constant tout au long de ce siècle. A une certaine époque il a marqué l'agriculture, et a ensuite touché l'équipement urbain. Actuellement, le développement de la petite industrie est lié à l'émigration, et peut devenir à terme un facteur qui favorise le retour et contribue de plus à la création de nouvelles sources d'emplois.

à
C
L
C
L
T
c
p
d
P
c
je
n
en
d'
co
fo
du
dis
trè